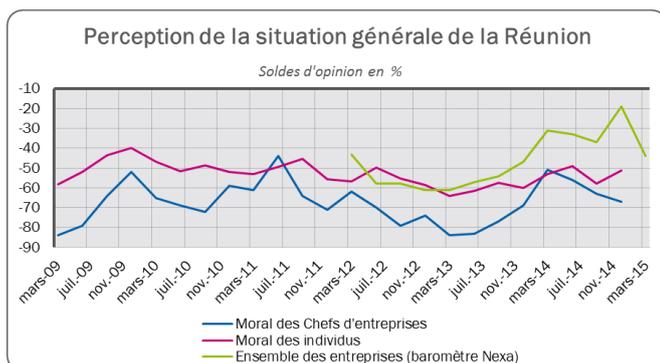


Contrastes économiques et préoccupations sociales

Le premier trimestre 2015 exprime un retour des inquiétudes chez les agents économiques du territoire. La période avait pourtant relativement bien démarré. Après plusieurs années de déficit, les ressources hydriques ont été excédentaires, et pourront être mises à profit pour l'agriculture, les productions maraîchères et la filière canne en particulier.

Toutefois, le début d'année 2015 a également été marqué par de vives tensions sociales. C'est sur le front des transports et de l'énergie que les troubles sont apparus, avec la grève au niveau de la SRPP suivie par l'arrêt des gérants de stations-services.

Le premier trimestre a enfin été l'occasion de renouveler une partie de la représentation politique locale, par le nouveau mandat donné aux conseillers départementaux.

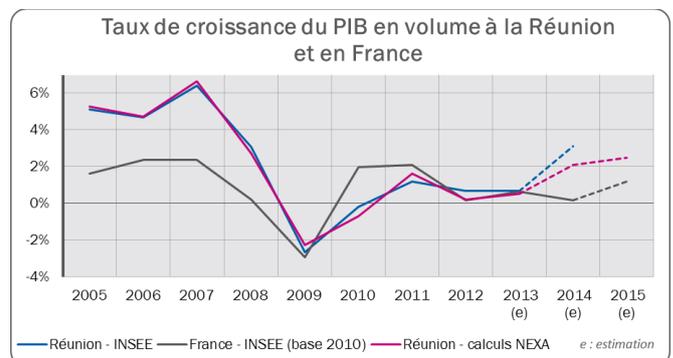


Sources : IPSOS, Nexa

D'une façon générale, après plusieurs séquences de hausse, les sondages et soldes d'opinion notent un retour des craintes et un nouvel accès de faiblesse de la perception économique de La Réunion.

Par ailleurs, le contraste est surprenant entre des indicateurs d'emplois qui s'améliorent et la situation des entreprises qui tend à se dégrader. Rappelons que plus 3 500 entreprises sont encore redevables pour près de 1 266 millions d'euros de dettes fiscales et sociales à fin mars 2015.

L'intégration des informations macro-économiques et sociales récentes amène à relever notre prévision pour 2014 à 2,1% de croissance au minimum en volume (soit 2,3% en valeur). Pour 2015, en tenant compte des derniers indicateurs, notre estimation est plus optimiste : une croissance de 2,5% à prix constants (soit 3,3% en prix courants) pourrait intervenir si les conditions restent favorables pour la consommation et l'investissement.



Sources : INSEE, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des estimations issues des comptes rapides régionaux CEROM (INSEE - IEDOM - AFD) et de modélisations économétriques reposant sur plusieurs indicateurs économiques (avec déflateur IPC en 2014 et 2015).

Sommaire :

La tendance macro-économique
La perception sectorielle et empirique
Les événements marquants récents
L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
Les perspectives à court et moyen terme

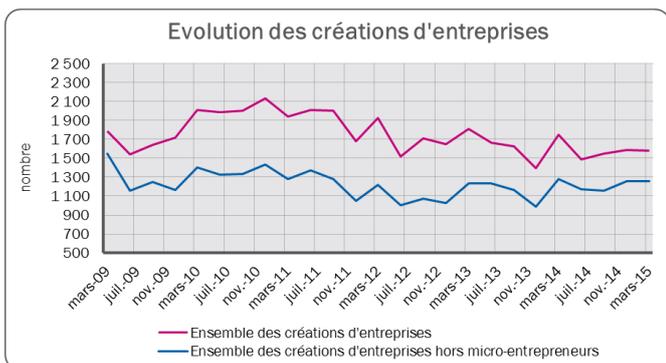
Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : observatoire@nexa.re

◆ Atonie de l'entrepreneuriat

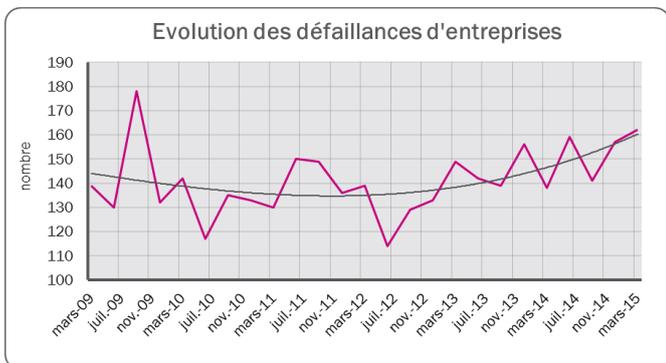
La création d'entreprise, souvent souhaitée par d'anciens salariés cherchant à gagner leurs propres revenus, demande une volonté et une endurance à toute épreuve sur un parcours semé d'embûches.

Les volontaires à l'entrepreneuriat ont cédé du terrain au premier trimestre avec 1 577 prétendants, soit -12% en glissement trimestriel, corrigés des variations saisonnières. En cumul sur une année, le recul de 3,5% est encore très net. Tous les secteurs semblent touchés, avec un impact davantage prononcé pour les « commerce, transports, hébergement et restauration » ainsi que les « autres services ».



Source : INSEE

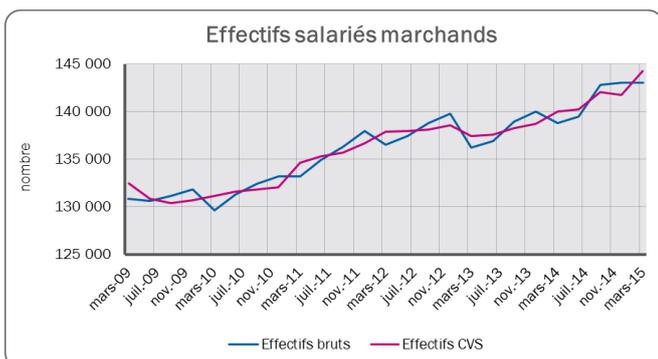
La part des micro-entrepreneurs (nouvelle désignation des auto-entrepreneurs) s'amenuise encore et ne représente plus que 20% des créations contre 27% il y a un an. Le statut subit une lente érosion depuis 2 ans.



Source : INSEE

Dans le même temps, la mortalité ne faiblit pas. 162 défaillances ont été dénombrées de janvier à mars, portant le cumul annuel à 619 procédures collectives soit 7,7% de plus que l'année précédente.

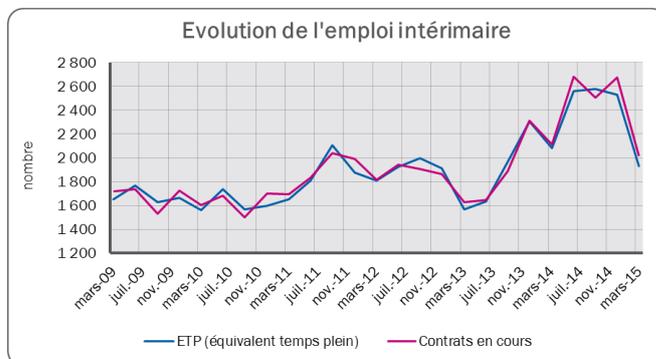
◆ L'emploi marchand à un niveau record



Source : ACOSS

L'emploi marchand atteint le nouveau seuil de 144 000 salariés, hors effet saisonnier, en progression de 3% en rythme annuel. Avec l'appui non négligeable des emplois aidés, le secteur des « autres services » contribue principalement à la réalisation de ce résultat.

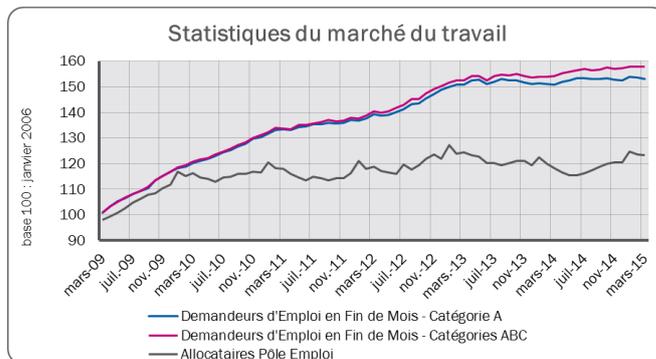
Un signal négatif a toutefois été relevé à travers la chute des emplois intérimaires, de 25% par rapport au trimestre précédent, et de 4% sur un an. Utilisé comme variable d'ajustement, ce poste pourrait marquer une inflexion de la tendance générale.



Source : Dares

Toutefois, la pression démographique et l'arrivée de nouveaux jeunes diplômés en âge de travailler ne permettent pas d'inverser la courbe des demandeurs d'emplois qui reste juste contenue.

Une certaine précarisation se dessine, avec un écart croissant entre les individus en catégorie A (sans emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) et ceux en catégorie ABC (tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite). Cette dernière s'est stabilisée depuis 2 ans tandis que la première continue de progresser, contribuant au sous-emploi.



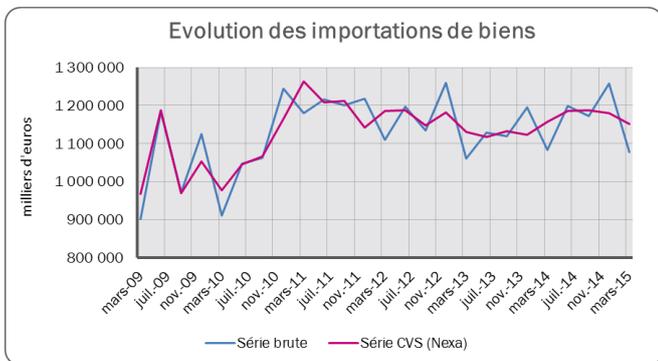
Sources : DIECCTE, Pôle Emploi

Ces statistiques ne tiennent pas compte des personnes non inscrites par lassitude après plusieurs échecs.

Enfin, le stock des allocataires progresse légèrement, tout en maintenant dans la vulnérabilité un volume important d'individus sans ressources.

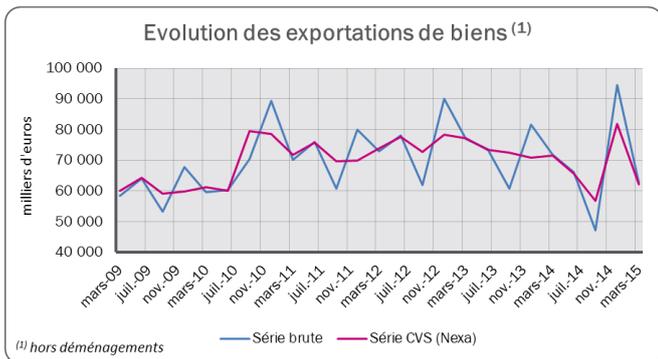
◆ Coup de frein au commerce extérieur

Après plusieurs périodes de hausse, les importations chutent brutalement au premier trimestre, marquées par une saisonnalité post-festivités et évaluées à 1,077 milliards d'euros. A moins de 14% par rapport au trimestre précédent, le recul atteint encore 0,6% comparé au premier trimestre 2014.



Source : Douanes

Les exportations enregistrent également une contreperformance : à 62 millions d'euros, elles s'effondrent de 24% par rapport au dernier trimestre et de 6% par rapport au premier trimestre 2014.

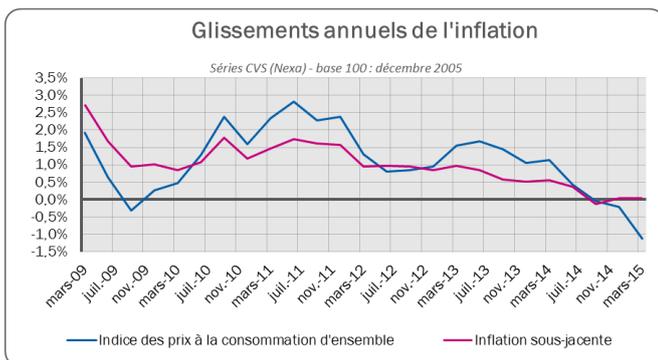


Source : Douanes

◆ Tensions déflationnistes

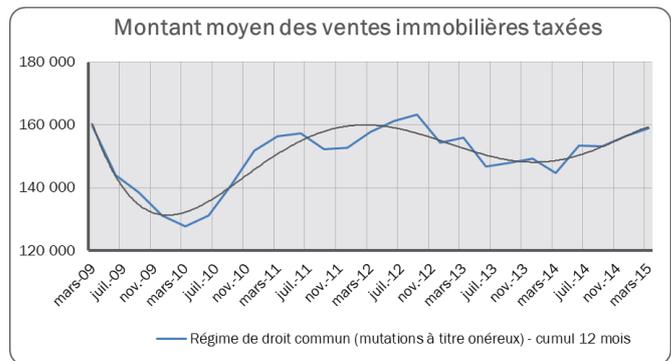
La Réunion flirte dangereusement avec la déflation : en glissement annuel l'indice des prix accentue son recul à 1,1% au premier trimestre 2015, après -0,2% le trimestre précédent.

Si la baisse des coûts de l'énergie traduit une grande partie de cette évolution, la faiblesse des prix s'explique également par la période des soldes d'été sur le territoire et les tarifs de basse saison des transports aériens intervenus en février.



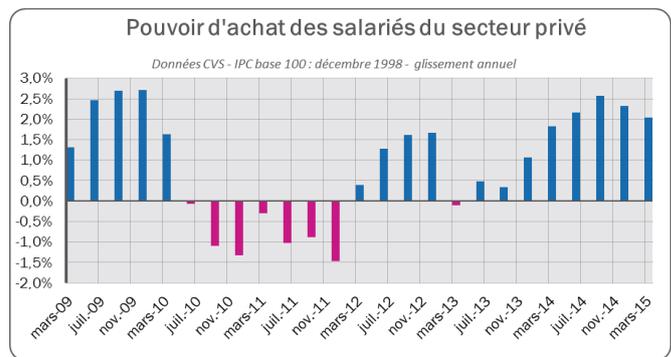
Source : INSEE - calculs Nexa

Toutefois, la déflation, qui correspond à un recul généralisé et auto-entretenu des prix, n'est pas installée. La remontée des prix de l'énergie à partir du mois de mars devrait rétablir cette configuration encore inédite à La Réunion. Cependant, elle donne un signal peu rassurant. L'inflation sous-jacente quasi nulle traduit en effet une inquiétante fragilité économique, et un manque flagrant de dynamisme.



Source : CGEDD/MEDOC

Sur le marché immobilier en revanche, les prix des logements reprennent de la hauteur, avec une augmentation de 9,9% en glissement annuel. Au premier trimestre, les ménages bénéficient de conditions d'emprunt historiquement favorables pour accéder à la propriété.

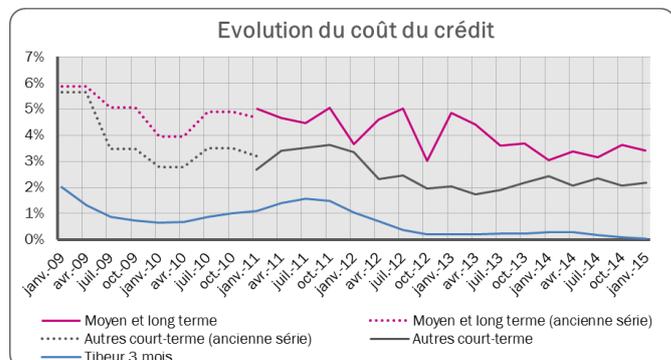


Sources : ACOSS, INSEE - calculs Nexa

Rapporter à la croissance du salaire moyen par tête, la baisse des prix apparaît pour le moment comme une bonne nouvelle pour les ménages. Hors charges sociales et fiscales, les salariés du secteur privé peuvent profiter d'un pouvoir d'achat toujours en progression de 2%, favorable à la consommation.

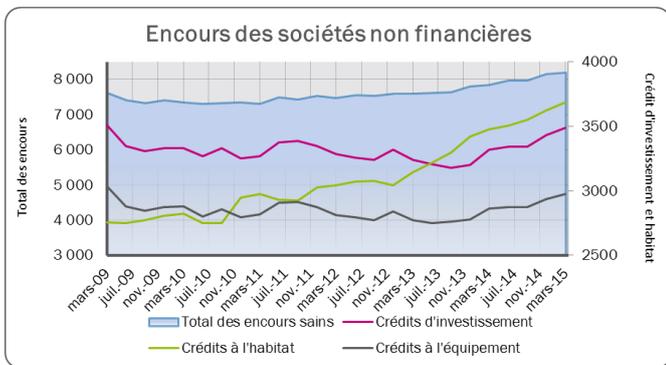
◆ Progression des investissements

Au regard du contexte économique, les facteurs déterminants de l'investissement ne semblaient pas tous réunis ce trimestre. Le ralentissement de la demande ne justifiant pas une augmentation des capacités de production apparaissant de fait suffisantes.



Source : IEDOM

Par ailleurs, le recul des prix aurait pu faire hésiter certains entrepreneurs : avec une inflation négative, les taux d'intérêt réels augmentent mathématiquement.



Source : IEDOM

Effet reprise, les investisseurs font le pari sur l'avenir puisque l'encours des crédits consentis aux entreprises progresse ce trimestre à un rythme annuel de 4,5%. Si les crédits consacrés à l'investissement et à l'habitat augmentent dans les mêmes proportions (+5% par rapport au premier trimestre 2014), les crédits d'équipement sont moins mobilisés (+3,9%).

La perception sectorielle et empirique

(*) En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

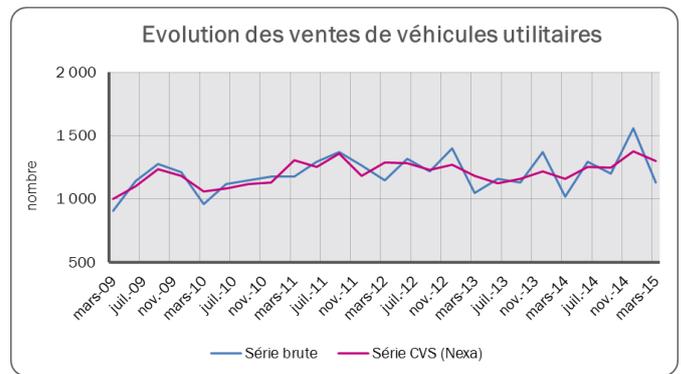
Après un quatrième trimestre en légère hausse, alimenté par les fêtes de fin d'année, les résultats de l'enquête de conjoncture du premier trimestre 2015 sont en retrait.

Le démarrage de l'activité, plus poussif que 2014, impacte négativement la vision de l'économie réunionnaise qui s'obscurcit. La faiblesse de la demande du marché incite les dirigeants locaux à sous-utiliser leurs capacités de production et à réduire leurs effectifs salariés. Dans le même temps, le recul des prix de vente contribue à plomber les indicateurs de marge et de rentabilité des entreprises, qui retombent au même niveau que l'année dernière. Toutefois, on constate une certaine reprise du recours au crédit bancaire et autres sources de financements.

Pour le prochain trimestre, les décideurs font preuve de prudence en anticipant une remontée sensible du chiffre d'affaires et une stagnation des prix de vente. Malgré ce retour de l'activité, les acteurs prévoient une dégradation du niveau d'investissement et une stabilisation de l'emploi salarié. Seul l'indicateur de formation devrait profiter de cette légère embellie au second trimestre 2015.

Activités industrielles déprimées

La chute du carnet de commandes des **industries des biens de consommation** en ce début d'année est conforme à ce qu'elles avaient anticipé. Cependant, le chiffre d'affaires et la rentabilité du secteur sont bien inférieurs aux prévisions, et ce malgré une hausse des prix du marché. Dans ce contexte, les chefs d'entreprises sous-utilisent leurs capacités de production et revoient à la baisse leurs investissements par rapport à la même période en 2014. Ce ralentissement de l'activité, corroboré par l'inquiétude grandissante au sujet de la situation économique



Source : SICR - Fichier central des automobiles

En ce qui concerne le matériel de transport, après avoir progressé au dernier trimestre, les ventes des véhicules utilitaires ont marqué le pas en début d'année mais restent à un niveau élevé.

locale, ne décourage pas les industriels à recruter plus de personnel ce trimestre.

A court-terme, ces derniers espèrent une forte progression de la demande du marché et donc du chiffre d'affaires du secteur. Les prévisions pour l'emploi, la formation et l'investissement s'avèrent toutefois plus sombres pour le second trimestre.

Alors qu'ils se montraient plutôt optimistes quant à l'évolution de l'activité et de la demande du marché au premier trimestre 2015, les « **autres industriels** » accusent un début d'année catastrophique. La faiblesse des commandes ne permet pas aux entreprises d'utiliser à plein régime leurs capacités de production, entraînant la chute libre du chiffre d'affaires et de la rentabilité du secteur. Ce climat morose impacte de manière directe l'emploi salarié et le niveau d'investissement, qui reculent sensiblement. En revanche, on note une progression du temps consacré à la formation et du recours aux différentes sources de financements.

Les perspectives pour le prochain trimestre sont plus encourageantes. Le rebond de la demande du marché devrait relancer l'utilisation des capacités de production et les investissements du secteur, renforçant ainsi la marge des « autres industries ». Enfin, la perception de l'économie réunionnaise devrait s'améliorer à court-terme.

Les transports sur une tendance positive

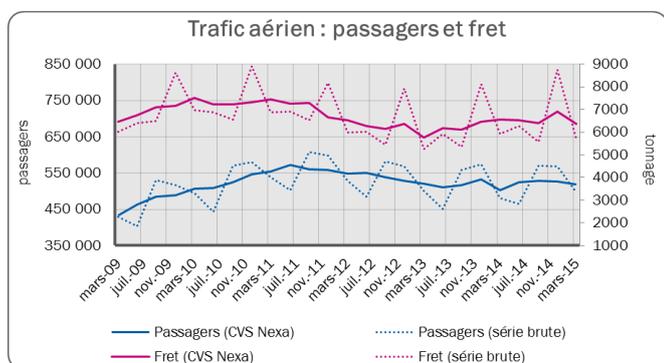
Pour le **transport de passagers**, les résultats du premier trimestre sont globalement stables en comparaison des autres secteurs. On constate une remontée sensible des indicateurs de marge et rentabilité par rapport à l'année dernière ainsi qu'une meilleure utilisation des capacités de production. En revanche,

les dirigeants ont moins recruté en ce début d'année, tendance qui devrait se prolonger pour les mois à venir.

À court-terme, les hypothèses sont plutôt optimistes quant à l'évolution du niveau d'activité et du carnet de commandes. Parallèlement, les prix de vente du secteur devraient repartir à la hausse, améliorant ainsi la rentabilité des transporteurs.

Les **transporteurs de marchandises** ont bien anticipé l'évolution de la demande du marché et de l'utilisation des capacités de production au premier trimestre 2015. En effet, ces indicateurs sont mieux orientés que l'année dernière. Le chiffre d'affaires et les prix de vente, en hausse, restent néanmoins en deçà des prévisions.

Le second trimestre fait apparaître les inquiétudes des transporteurs de marchandises, ces derniers craignant un ralentissement de l'activité et par conséquent, une sous-utilisation des capacités de production et une réduction des investissements par rapport à 2014.



Source : Aéroports Piarrefonds et Roland Garros

Le **trafic aéroportuaire** contraint par l'effet saisonnier du premier trimestre affiche un recul de 12,7% du nombre de passagers. Toutefois, les résultats sont encourageants sur le moyen terme, avec une croissance de 3,1% des effectifs par rapport au premier trimestre de l'année précédente, et de 1,8% en cumul sur 12 mois pour 2,1 millions de passagers.

L'activité **fret aérien** subit également un net ralentissement des échanges avec -8% en glissement trimestriel et -3,2% en glissement annuel.

Dans ce contexte, Air Austral a retrouvé des couleurs et a accru son résultat à 8,76 millions d'euros malgré un chiffre d'affaires de 347 millions d'euros en baisse de 2%. La compagnie, qui a procédé à un changement de gouvernance, doit régulariser sa situation capitalistique et s'ouvrir aux investisseurs privés. Outre l'ouverture de nouvelles lignes (Rodrigues en mai, puis Seychelles et enfin la Chine en septembre avec Air Madagascar...), la société compte faire l'acquisition de 2 nouveaux appareils moyen-courrier en 2016.

◆ Démarrage touristique à peine rassurant

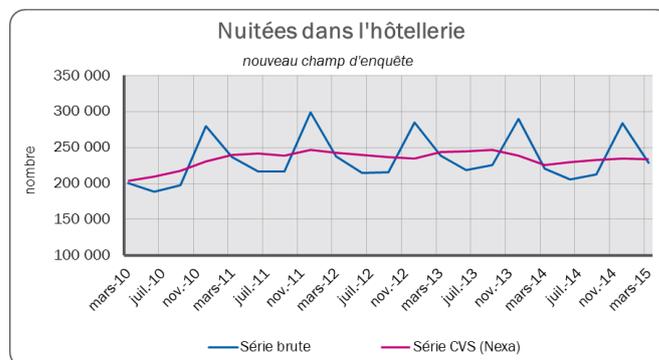
Comme l'année dernière en début d'exercice, le bilan est encore négatif pour l'**hôtellerie-restauration**. L'affaiblissement du carnet de commandes, combiné à une baisse des prix, entraîne le déclin du chiffre d'affaires et des indicateurs de marge et de rentabilité

des professionnels. Conséquence du fléchissement de l'activité, les capacités de production sont nettement moins utilisées et l'effectif salarié diminue fortement. Seul point positif, le temps consacré à la formation semble mieux orienté par rapport à l'année précédente.

Pour les mois à venir, les décideurs n'entrevoient pas de réelle sortie de crise et envisagent même de réduire leurs effectifs salariés.

Pourtant, du côté des indicateurs sectoriels, la **fréquentation hôtelière** donne quelques signes d'amélioration. Si le nombre de nuitées chute de façon cyclique au premier trimestre, en glissement annuel il progresse de 3,3% à 228 300 nuitées. La progression est plus marquée sur le haut de gamme (4 à 5 étoiles), +11% et sur les établissements de la côte ouest, +8%.

Les efforts devront encore être accomplis pour garantir un meilleur remplissage face à une offre de chambre en hausse. Le taux d'occupation diminue en effet de 0,8 points sur la période.



Source : INSEE - enquête de fréquentation touristique

Logiquement, en retrait saisonnier, la fréquentation des **offices de tourisme** est restée identique par rapport au premier trimestre de l'année précédente. La progression de la clientèle étrangère permet de maintenir le niveau face à un léger recul des touristes métropolitains.

Enfin, la saison est également marquée par la reprise des croisières et des escales maritimes qui font l'objet d'une plus grande attention.

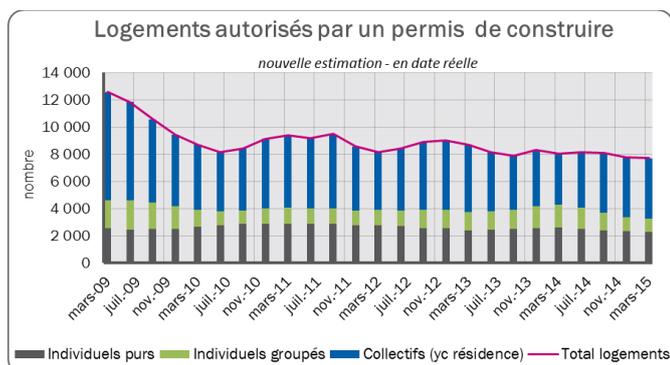
◆ Difficultés persistantes dans le logement

Même si le premier trimestre s'est avéré décevant en termes de chiffre d'affaires au regard des attentes des professionnels du BTP, ces derniers ont su davantage tirer profit de leurs capacités de production en comparaison de l'année précédente. On note également une amélioration des prix de vente en ce début d'année, favorable à la rentabilité des acteurs par rapport à 2014.

Les entrepreneurs se montrent plutôt confiants pour les prochains mois, espérant un renforcement du carnet de commandes et donc de l'activité. Ce contexte, associé à une meilleure appréciation de la situation de l'économie réunionnaise, devrait être bénéfique à l'emploi salarié ainsi qu'à la formation des employés. Enfin, la marge des entreprises devrait se consolider au second trimestre.

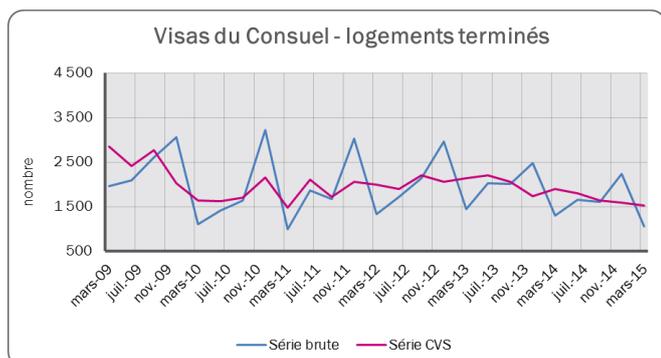
Face à ces perceptions empiriques, les indicateurs pris dans leur globalité confirment les difficultés du BTP malgré la montée en charge du chantier de la Nouvelle Route du Littoral. Dans le détail, le contraste apparaît davantage entre les travaux publics en forte croissance et le secteur du bâtiment, plus particulièrement le logement, qui subit une nouvelle crise.

La lente érosion continue pour les autorisations de construire. A fin mars 2015, cumulés sur un an, 7 700 logements avaient obtenu un permis, soit 1% de moins qu'au terme du trimestre précédent et 5% de moins par rapport à mars 2014. Le repli concerne principalement les logements individuels, marché structurellement dédié à l'artisanat et fortement intensif en main d'œuvre, mettant en doute l'attractivité du dispositif fiscal Pinel.



Source : CGEDD - SOeS/Sit@del2

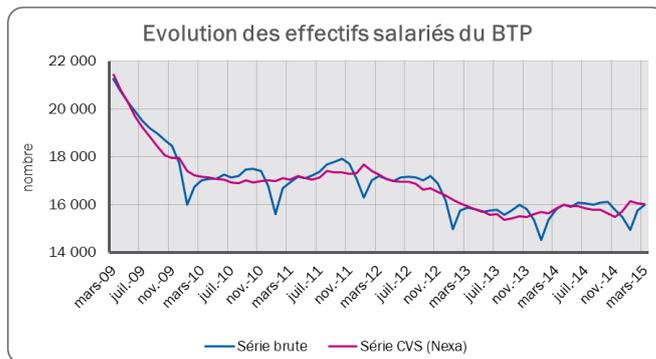
En termes de flux, les livraisons de logements diminuent logiquement. Le Consuel enregistre une perte de 4% des visas de conformité ce trimestre par rapport au précédent et jusqu'à 19% en glissement annuel. En cumul sur une année, le stock de livraisons recule de 16%.



Source : Consuel

Dans la continuité des obstacles au financement des logements sociaux, les professionnels restent dubitatifs quant aux effets du plan logement pour l'outremer, dont la déclinaison locale est véritablement attendue pour le second semestre.

D'un point de vue social, le ralentissement du secteur se traduit dans les séries de l'emploi. La barre des 16 000 salariés n'a plus été franchie et les acteurs craignent une nouvelle perte de près de 3 000 emplois sur l'année à ce rythme.



Source : CCP BTP

Traduisant partiellement la situation immobilière, CBo Territoria présente un chiffre d'affaires en hausse de 3% au premier trimestre. L'activité foncière contribue largement à ce résultat par une progression de 24%, avec la mise en service de nouveaux actifs commerciaux. En revanche, la promotion immobilière reste faible puisque que la société réalise un chiffre d'affaires en recul de 9% sur ce segment, affecté par les difficultés de financements des programmes de logements sociaux.

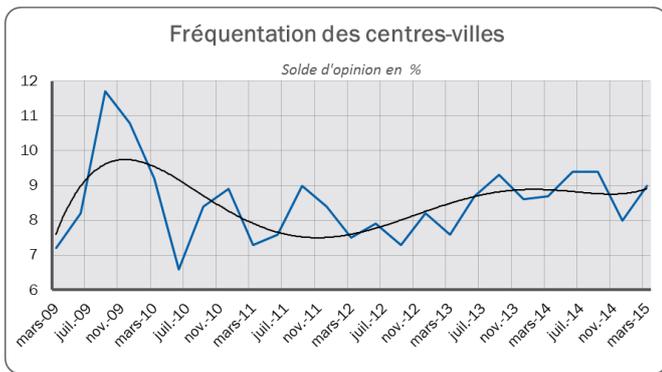
◆ Hésitation des consommateurs

Le début d'année aura été désastreux pour le **commerce de gros** avec des indicateurs largement inférieurs aux prévisions. Tandis que la marge des acteurs décroît de manière significative, le solde du chiffre d'affaires atteint son niveau le plus bas, entraîné par un carnet de commandes qui s'effondre. Les entreprises puisent alors dans leurs stocks au détriment des capacités de production qui tournent au ralenti. Au vu de cette situation inquiétante, généralisée à l'économie locale, les professionnels décident de réduire leurs investissements ce trimestre.

Le secteur devrait remonter la pente au second trimestre 2015, les commerçants de gros espérant un regain d'activité porté par une demande dynamique, ainsi qu'un retour des investissements.

Les soldes d'été ont été visiblement décevants pour les **commerçants de détail** qui déplorent une détérioration de leur chiffre d'affaires et un manque de confiance vis-à-vis de la situation économique générale. On constate une sous-utilisation des capacités de production et une légère progression du stock de produits sur la période, conséquence sans doute de l'essoufflement des ventes dans le secteur. Parallèlement, le temps consacré à la formation poursuit sa tendance à la baisse, entamée déjà depuis quelques trimestres.

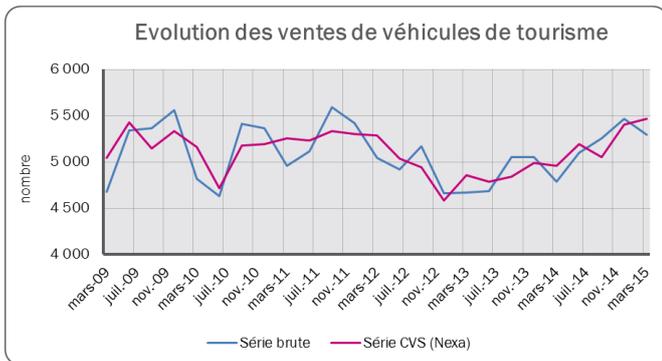
Les anticipations restent toutefois encourageantes pour les mois à venir en termes d'activité. Soutenues par la stabilité de la demande du marché et des prix de vente, la marge et la rentabilité des acteurs devraient se maintenir au second trimestre. En revanche, les commerçants de détail redoutent un recul des investissements et du temps consacré à la formation.



Source : IPSOS

Au premier trimestre, seuls les commerçants des centres-villes pourraient avoir tiré leur épingle du jeu. Période propice à la flânerie, les consommateurs ont privilégié les enseignes avec pignon sur rue plutôt que les allées climatisées des centres commerciaux.

En matière de grande consommation courante, les acheteurs ont également été plus regardants à la dépense après la période des festivités. L'indice des 70 catégories de produit s'inscrit en deçà de son niveau de l'année précédente à la même époque.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

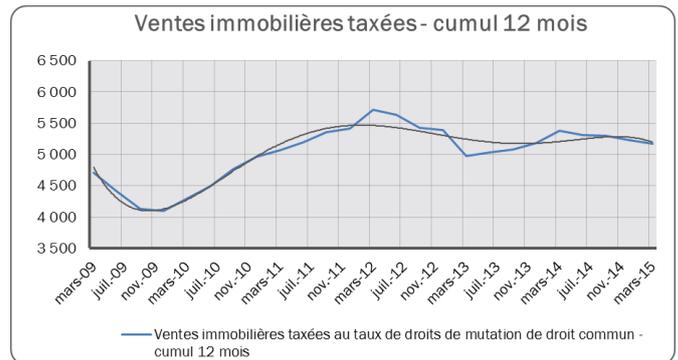
Faisant exception dans cette ambiance de restriction budgétaire, les concessionnaires se frottent les mains et accueillent une clientèle plus nombreuse. Près de 5 500 véhicules de tourisme neufs ont trouvé acquéreurs au premier trimestre, soit 10,3% de plus que les trois premiers mois de 2014. En cumul sur un an, le marché progresse de 8%.

◆ Des services marchands

Les résultats des autres services marchands sont disparates en ce début d'année, reflétant la pluralité de ce « secteur ». Alors que la demande du marché est en déclin par rapport à la période précédente, entraînant le niveau d'activité et la rentabilité vers le bas, l'investissement arrive à se stabiliser sur la période. On note également un recours plus important des autres services marchands au crédit bancaire et autres sources de financement.

L'activité à court-terme devrait être mieux orientée, favorisant le temps consacré à la formation. A contrario, l'investissement devrait subir les conséquences du manque de rentabilité en raison d'une chute des prix de vente.

Les **transactions immobilières** ralentissent doucement mais sûrement. Le nombre des ventes a été réduit de 1,1% sur le trimestre et de 3,7% par rapport au premier trimestre 2015.



Source : CGEDD-MEDOC

◆ La filière numérique

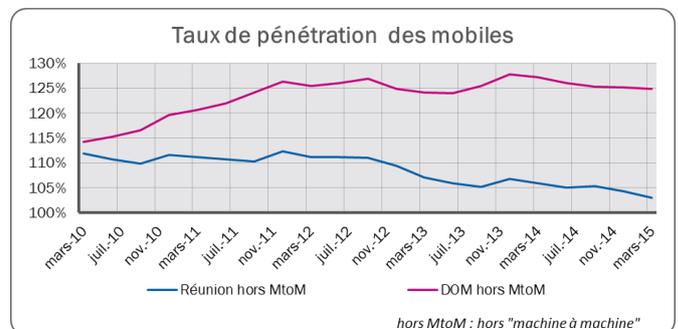
Forte désillusion des acteurs du numérique qui n'avaient pas prévu une baisse aussi considérable de leur activité au premier trimestre 2015 par rapport à l'année dernière, conséquence du déclin de la demande du marché.

En dépit de ce contexte instable, les indicateurs de marge restent supérieurs à ceux du premier trimestre 2014 et les entreprises consacrent plus de temps à la formation de leurs employés.

La situation au prochain trimestre s'annonce contrastée ; malgré un sursaut de l'activité, le tassement des prix de vente devrait impacter négativement la rentabilité des professionnels du numérique.

La filière de la **téléphonie mobile** subit toujours les conséquences de la restructuration entamée mi-2014. Le rachat de SFR par la filiale de Numericable a créé des remous parmi les sous-traitants qui ont vu leurs contrats remaniés en profondeur.

Les mouvements continuent avec le transfert de la société Outremer Telecom rachetée par l'opérateur malgache TELMA, et l'engagement volontariste des opérateurs vers le haut débit.



Source : ARCEP

Enfin, le parc d'appareils mobiles en activité, se contracte encore, avec 2% de moins par rapport au premier trimestre 2014. Le taux de pénétration, qui atteignait 110% il y a 3 ans, est revenu à proximité des 100%, contre 125% pour l'ensemble des DOM.

Les évènements marquants récents

Janvier

◆ **Coopération régionale**

Organisée par le Club Export, une rencontre a permis à plusieurs chefs d'entreprises de s'informer localement sur les conditions fiscales d'implantation à Madagascar. Directement en contact avec le directeur de l'**administration fiscale malgache**, M. Armand Tazafy les entrepreneurs ont été rassurés sur les éventuelles difficultés administratives dans la grande île.

◆ **Entreprises**

Le **World Future Energy Summit** (WFES), salon international dédié aux énergies renouvelables s'est déroulé à Abu Dhabi aux Emirats Arabes Unis. Nexa et 4 entreprises réunionnaises spécialisées ont participé à l'évènement sous la bannière Invest in Réunion : Bioalgotral, Corexsolar, Dark Industries et Solar Trade.

◆ **Visite ministérielle**

Madame **George Pau-Langevin**, ministre des Outre-mer, a effectué un déplacement dans l'île. Au programme, des rencontres institutionnelles avec la société civile et les acteurs économiques, la filière pêche et agricole, le RSMA-R, et différents projets d'aménagement.

Février

◆ **Innovation**

Avec pour ambition de diffuser l'esprit d'innovation chez les plus jeunes, la seconde édition du concours des **24h de l'innovation** a été organisée par l'académie de La Réunion dans 9 collèges, 9 lycées et 2 écoles d'ingénieurs de l'île.

◆ **Insertion professionnelle**

Le « défi de l'**insertion professionnelle et sociale des jeunes ultramarins** » a fait l'objet d'un avis, adopté par le Conseil économique, social et environnemental. Visant à lutter contre le chômage, le décrochage scolaire, le tassement de la croissance économique et l'accroissement des inégalités, cette contribution s'articule autour d'un ensemble de préconisations.

◆ **Attractivité territoriale**

La cuisine réunionnaise a été mise à l'honneur au cours du premier salon dédié à la **gastronomie des Outre-mer**. L'IRT a saisi l'occasion pour démontrer et promouvoir le patrimoine culinaire de notre île par la présence de 3 grands chefs et plusieurs professionnels locaux auprès des visiteurs.

◆ **Financements européens**

La 20^{ème} **conférence des régions ultra-périphériques** s'est tenue en présence de la nouvelle Commissaire européen en charge de la politique régionale, Mme Corina CRETU. L'amélioration de l'accessibilité des RUP ainsi que le soutien exceptionnel à la filière Canne-Sucre-Rhum-Energie confrontée à la fin du régime des quotas prévue en 2017, ont été notamment abordés.

◆ **Aménagement**

La Préfecture de La Réunion, le Conseil général et le Conseil régional ont signé un partenariat pour une gouvernance partagée et opérationnelle des hauts de l'île. Le **secrétariat général des hauts** succède ainsi au commissariat à l'aménagement des hauts. Bruno OUDAR, nouvellement nommé, sera chargé de mettre en place une stratégie de développement à l'aide des fonds européens afin de renforcer l'attractivité des hauts, développer de nouveaux services, favoriser les nouvelles technologies et rendre sa place à la culture.

Mars

◆ **Logement**

Le « **plan logement pour l'outremer** » a été signé par la ministre du Logement, Sylvia Pinel, la ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin et la secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la ville, Myriam El Khomri, ainsi que 13 partenaires (financeurs, établissements publics de l'Etat, bailleurs sociaux, professionnels et associations). Ce plan a pour objectif "de relancer la politique du logement dans les territoires ultramarins" et "de produire 10 000 logements sociaux par an, neufs ou réhabilités, dans ces territoires".

◆ **Coopération régionale**

La Réunion a été choisie pour accueillir le Secrétariat de l'**Accord relatif aux pêcheries du sud de l'océan Indien** (APSOI). L'organisation devra gérer les activités de pêche non thonières dans une zone de haute mer de 30 millions de km² pour le compte de ses différents pays membres : l'Union européenne, l'île Maurice, les Seychelles, le Japon, les îles Cook, l'Australie et la Corée du Sud.

◆ **Tourisme**

Le Palm Hôtel, affichant 5 étoiles dans le sud de l'île, a été certifié **Ecolabel Européen**, la plus haute certification européenne récompensant les engagements écologiques d'un établissement.

◆ **Entreprises**

Actionnaire à 88,9% du capital de la Banque de la Réunion (BR), le groupe BPCE IOM (Banque populaire Caisses d'épargne internationale et outremer) a lancé une **offre publique d'achat** simplifiée sur la part du capital qu'elle ne détient pas, afin de la retirer de la cote et le transférer à sa filiale Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse.

◆ **Politique intérieure**

Les réunionnais ont procédé à l'élection de 50 nouveaux **conseillers départementaux** représentants les 25 cantons de l'île. Au sein du nouveau Conseil Départemental, en remplacement de l'ancien Conseil Général, Mme DINDAR retrouve son siège de présidente.

L'enquête auprès des dirigeant(e)s d'entreprises réunionnaises

Méthodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du **24 au 31 mars 2015** par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2012) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 1T2015	CAPACITE DE PRODUCTION	CHIFFRE D'AFFAIRES	DEMANDE DU MARCHÉ	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
VS TRIMESTRE NORMAL											
Industrie Biens de conso.	-44%	-61%	-44%	-8%	-9%	-3%	-54%	3%	-23%	-11%	-68%
Industrie Autres	-5%	-24%	-35%	-7%	7%	6%	-27%	-7%	-2%	1%	-48%
Commerce de détail	-16%	-54%	-46%	-1%	-7%	-18%	-43%	-6%	-22%	3%	-62%
Commerce de gros	-12%	-67%	-67%	13%	-9%	-12%	-53%	-13%	6%	-19%	-74%
Construction	-8%	-10%	-15%	-13%	-7%	-22%	-16%	-16%	-16%	6%	-40%
Transports marchandises	4%	-1%	-5%	-8%	8%	-20%	-18%	-10%	-3%	0%	-43%
Transports passagers	3%	-4%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Numérique	3%	-18%	-6%	12%	12%	-9%	-21%	-12%	-3%	0%	-46%
Hôtels et restaurants	-40%	-65%	-60%	-15%	7%	-17%	-65%	-13%	-29%	-19%	-65%
Autres services marchands	-16%	-20%	-18%	-5%	-20%	-19%	-28%	-26%	-8%	-4%	-62%
TOTAL	-15%	-34%	-32%	-3%	-9%	-15%	-35%	-14%	-11%	-4%	-59%
VS TRIMESTRE précédent											
Industrie Biens de conso.	-38%	-36%	-21%	5%	-11%	-23%	-41%	14%	-23%	11%	-50%
Industrie Autres	-18%	-49%	-54%	-10%	0%	-8%	-40%	-13%	0%	-10%	-32%
Commerce de détail	-13%	-39%	-39%	-5%	-16%	-16%	-31%	-13%	-27%	3%	-47%
Commerce de gros	-25%	-71%	-47%	1%	-8%	-12%	-46%	-13%	-6%	-16%	-63%
Construction	-11%	-20%	-20%	-21%	-10%	-18%	-8%	2%	-10%	2%	-28%
Transports marchandises	7%	-31%	-12%	-18%	4%	-16%	-30%	-7%	-3%	-8%	-18%
Transports passagers	8%	-8%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Numérique	3%	-43%	-30%	6%	15%	-3%	-12%	-15%	-9%	-12%	-46%
Hôtels et restaurants	-32%	-49%	-55%	-11%	0%	-5%	-55%	-19%	-12%	-20%	-62%
Autres services marchands	-20%	-23%	-15%	-2%	-13%	0%	-29%	-18%	4%	0%	-41%
TOTAL	-18%	-35%	-28%	-6%	-9%	-8%	-30%	-11%	-7%	-3%	-44%
VS TRIMESTRE Prochain											
Industrie Biens de conso.	13%	25%	14%	-17%	-6%	-12%	-7%	12%	5%	12%	-16%
Industrie Autres	18%	36%	24%	1%	8%	8%	6%	1%	0%	-5%	17%
Commerce de détail	-4%	19%	0%	2%	-11%	-23%	-5%	0%	-16%	-11%	-5%
Commerce de gros	-6%	20%	26%	2%	10%	7%	-20%	1%	2%	-11%	-31%
Construction	14%	26%	7%	7%	6%	-21%	0%	-2%	-33%	8%	8%
Transports marchandises	0%	0%	19%	-8%	7%	-4%	12%	4%	0%	-12%	-8%
Transports passagers	22%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Numérique	6%	21%	3%	3%	24%	3%	-9%	-9%	0%	-3%	-6%
Hôtels et restaurants	2%	-21%	-16%	-15%	-1%	0%	-26%	1%	-4%	-10%	-18%
Autres services marchands	-16%	2%	-15%	-6%	10%	-20%	-16%	-12%	0%	-7%	-27%
TOTAL	-2%	13%	2%	-2%	5%	-13%	-9%	-3%	-7%	-5%	-13%

Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les derniers points (foncés) et les points bas (clairs).

-68 % : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au premier trimestre 2015 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce début d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

Les perspectives à court et moyen terme

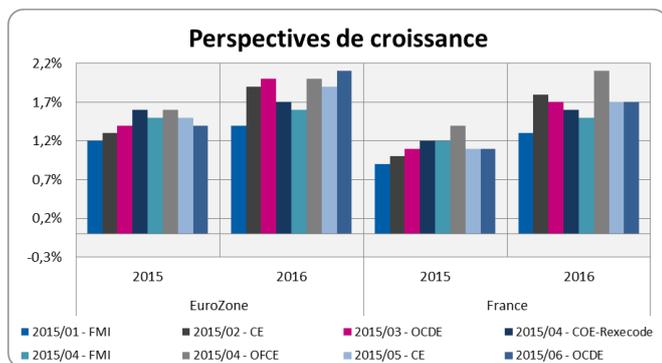
◆ La scène internationale et européenne

La croissance mondiale manquerait-elle à nouveau de ressources ? Les estimations les plus récentes ont été révisées à la baisse, perdant 0,8 points de base en un an : à 3,4% pour les plus optimistes comme la BCE, ou à 3% pour les plus pessimistes comme l'OFCE ou la Banque Mondiale.

Toujours est-il que les statistiques en provenance de Chine ou des Etats-Unis ont provoqué des étournements. L'économie américaine a montré des signes de ralentissement au premier semestre, faisant craindre une stagnation après trois années de « rattrapage » de la crise de 2009. L'argument climatique pourrait bien n'être que secondaire et l'origine proviendrait plutôt d'un tassement de la demande et de la difficulté à mobiliser de nouveaux relais.

En ce qui concerne l'économie chinoise, celle-ci pourrait subir une double peine avec l'éclatement d'une bulle immobilière, accompagnée d'une bulle financière. La production industrielle chinoise en surcapacité, est à son plus bas niveau depuis fin 2008 et la bourse de Shanghai a perdu 30% en un mois.

Face à ce ralentissement, les pays exportateurs de matières premières (pétrole, fer, cuivre...) ont vu les cours chuter. La demande insuffisante, ne pouvant absorber la production, l'économie ne peut que s'orienter vers la déflation, dramatique pour une population endettée.



Source : Communauté Européenne, FMI, OCDE, OFCE

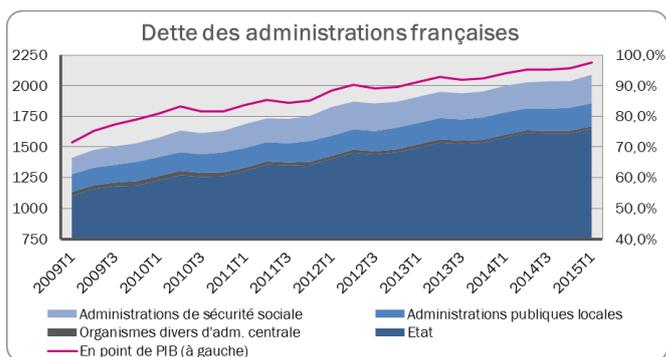
Par ailleurs, quelle viabilité donner à la croissance européenne ? Le dénouement de la situation grecque pèsera lourd dans l'évolution économique de la zone euro. Les institutions semblaient pourtant avoir trouvé les ressorts nécessaires pour rebondir.

La baisse de l'euro a indéniablement atteint deux objectifs. D'une part, améliorer la compétitivité des exportations européennes. A ce jeu, l'Allemagne en ressort comme la première gagnante. D'autre part, contrer la tendance déflationniste en abondant les marchés de liquidités. Avec un risque de bulle financière.

◆ La politique économique française

Grâce à la baisse du prix de l'énergie et à la dévaluation de l'euro, la France devrait obtenir un regain d'activité. Comptant sur ces facteurs extérieurs de croissance, elle doit pourtant réaliser encore de nouvelles économies pour satisfaire les exigences budgétaires européennes.

Le projet de loi de finances 2016 en cours de préparation sera donc l'occasion de tailler à nouveau dans les budgets et de restreindre un peu plus la dépense publique du pays.



Source : INSEE

Localement, les décideurs semblent loin de ces préoccupations pourtant connectées. L'urgence porte sur la sauvegarde et la pérennisation de l'octroi de mer, sur le point d'être rejeté par la Commission européenne, et mal défendu par le gouvernement.

En effet, alors qu'il était adopté par les députés pour une prorogation jusqu'en 2020, le dispositif a été invalidé par la Commissaire européenne Margrethe VESTAGER.

Afin de régulariser cette taxe qui déroge au droit européen, il est maintenant proposé d'adosser l'octroi de mer au « régime général d'exemption par catégorie » (RGE). L'ensemble des aides y serait soumis : défiscalisation, crédit d'impôts, exonérations de charges, CICE, TVA NPR, aides au fret... Ce qui revient de fait à plafonner les aides outre-mer.

Au total, La Réunion risque gros, et pourrait perdre près d'1 milliard d'euros d'aides directes par an.

Pendant ce temps, le renouvellement de la LODEOM n'a pas encore animé les débats. Cette législation qui soutient avantageusement notre économie depuis 2009, arrive à terme en 2017. La question devra toutefois être posée rapidement à l'approche de l'échéance, tant ce dispositif est primordial pour l'économie réunionnaise.

Il devient alors important de rappeler que l'Europe, en proie au dossier Grec, est attentive aux problèmes de la dette et des déficits publics. L'efficacité des mesures proposées sera scrutée avec attention par les autorités.

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

En 2015, les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

Publications disponibles :

◆ **Tourisme adapté - synthèse**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse aux personnes en situation de handicap, aux personnes souffrant d'une pathologie et aux personnes à la recherche de bien-être. Dans le cadre de son élaboration, des ateliers participatifs ont réuni les acteurs des filières sur les thèmes du handicap, de la santé et du bien-être. Après une première phase de diagnostic, la seconde phase de l'étude « stratégie » a été restituée et partagée avec les différents représentants institutionnels et privés.

◆ **Agriculture biologique**

Cette filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, s'adresse à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de cette étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la filière à conforter. Les acteurs considérés sont les acteurs clés de l'ensemble des sphères agricoles (biologiques ou conventionnelles) permettant d'aborder la problématique dans sa totalité.

◆ **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Dressant un tableau complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offre un bilan en 2012 de la production ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

◆ **Panorama des industries agro-alimentaires à La Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa propose un panorama complet des différentes industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

◆ **Les industries culturelles et créatives à La Réunion : diagnostic et perspectives**

En partenariat avec la Région Réunion et le Secrétariat général aux affaires régionales, Nexa propose un diagnostic des industries culturelles et créatives à la Réunion, leurs potentialités ainsi que leurs perspectives de développement.

◆ **Les notes de conjoncture trimestrielles**

L'Observatoire Régional de l'Economie publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elle inclut les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

Pour en savoir plus : www.nexa.re/observer-la-reunion

Les indicateurs conjoncturels et le baromètre des dirigeants sont accessibles en ligne.

NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information
et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables
Environnement



Tourisme

DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

observatoire@nexa.re

www.nexa.re

